

Chili

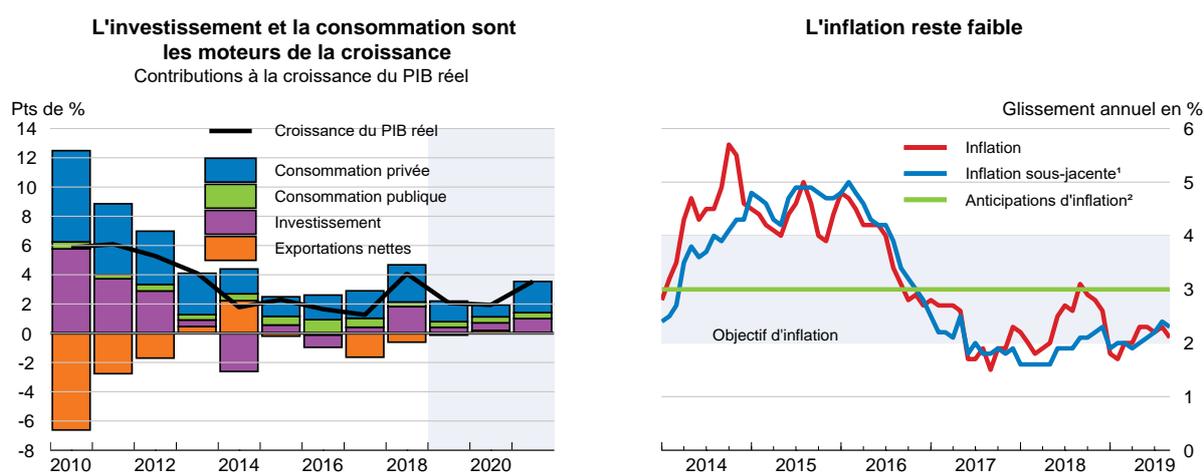
La croissance économique devrait s'affermir peu à peu au cours des prochaines années mais restera plus faible que prévu antérieurement en raison des récents troubles sociaux et de la persistance de circonstances extérieures défavorables. Les conditions financières accommodantes et une réforme de l'impôt sur les sociétés en 2020 favoriseront l'investissement. La faiblesse des taux d'intérêt réels et la progression des salaires devraient soutenir la vigueur de la consommation privée. La croissance plus solide et des flux d'immigration nourris favoriseront l'emploi. Le déficit de la balance courante restera stable.

La politique monétaire demeurera à juste titre accommodante, avant le début d'un lent resserrement, à mesure que l'inflation approchera de l'objectif de 3 % et que l'écart de production se comblera. La politique budgétaire doit se situer dans un juste équilibre entre la nécessité d'augmenter les dépenses sociales et le maintien de la prudence, pour être conforme à la règle budgétaire. La croissance inclusive passera par des réformes pour renforcer les mesures sociales et les politiques actives du marché du travail et stimuler la dynamique des entreprises.

La croissance est tirée par la demande intérieure

L'activité économique a ralenti en 2019, sur fond de chocs climatiques pesant sur les activités minières, de fléchissement de la production industrielle et d'une croissance des exportations marquant le pas. Les récents troubles sociaux pèsent sur la consommation et l'investissement. L'investissement a augmenté davantage que prévu, en partie grâce à la vigueur du secteur de la construction. Le marché du travail demeure atone, mais les indicateurs sont contradictoires. Ainsi, tandis que les statistiques administratives mettent en évidence une croissance solide de l'emploi formel, le taux de chômage n'a pas reculé car le marché du travail n'a pas été assez flexible pour s'adapter à la récente vague d'immigration. La situation extérieure s'est dégradée, l'intensification des différends commerciaux et l'incertitude entourant la politique commerciale ayant frappé de plein fouet les échanges mondiaux. Signe, en partie, de la baisse ininterrompue des prix des services, l'inflation reste proche de 2 %, niveau qui correspond à la limite inférieure de la fourchette retenue comme objectif.

Chili



1. L'inflation sous-jacente exclut les prix de l'énergie et des carburants.

2. Anticipations d'inflation à 23 mois.

Source : Banque centrale du Chili (BCC, Banco Central de Chile) ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

Chili : Demande, production et prix

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de CLP	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2013)				
Chili						
PIB aux prix du marché	169 469.5	1.5	4.0	2.2	2.4	3.5
Consommation privée	107 417.2	3.0	4.0	2.2	1.3	3.4
Consommation publique	23 361.9	4.4	2.2	2.7	2.9	2.9
Formation brute de capital fixe	38 544.7	-2.7	4.6	4.1	3.7	4.4
Demande intérieure finale	169 323.8	1.9	3.9	2.7	2.1	3.5
Variation des stocks ¹	- 887.1	1.0	0.9	-0.5	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	168 436.7	3.0	4.8	2.3	1.8	3.5
Exportations de biens et services	47 722.4	-1.2	5.1	-2.3	1.5	3.0
Importations de biens et services	46 689.6	4.8	7.6	-1.8	0.8	2.8
Exportations nettes ¹	1 032.8	-1.6	-0.6	-0.1	0.2	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.8	2.0	2.6	3.0	2.6
Indice des prix à la consommation	—	2.2	2.4	2.4	2.5	3.0
Déflateur de la consommation privée	—	2.7	2.0	2.3	3.0	3.0
Taux de chômage (% de la population active)	—	6.7	7.0	6.8	6.7	6.2
Solde de l'administration centrale (% du PIB)	—	-2.7	-1.7	-1.7	-1.6	-1.4
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.2	-3.1	-3.6	-3.4	-3.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 106.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934046228>

Une croissance plus soutenue et mieux partagée passera par la poursuite des réformes

La banque centrale a judicieusement ramené son taux directeur de 3 % en début d'année à 1.75 % actuellement, pour faire en partie face au fait que l'inflation et l'activité ont été plus faibles que prévu. La politique monétaire devrait rester accommodante tant que l'objectif d'inflation de 3 % n'aura pas été atteint et que le marché du travail n'aura pas regagné en vigueur.

La politique budgétaire est globalement adaptée, l'assainissement graduel prévu étant conforme à la règle budgétaire. La réforme fiscale programmée, actuellement en cours d'examen à l'assemblée législative, devrait stimuler les recettes en relevant l'impôt sur le revenu des personnes physiques et l'impôt sur le patrimoine immobilier applicable aux ménages à haut revenu. Cette réforme devrait en outre doper l'investissement grâce à une simplification du code des impôts pour les PME et à l'accélération des calendriers d'amortissement. Les mesures d'action publique, récemment annoncées, visant à accroître encore les dépenses sociales, principalement les régimes de retraite financés sur fonds publics, et un relèvement du salaire minimum pour les plus vulnérables, ont pu être mis en œuvre de manière appropriée tout en respectant la règle budgétaire et soutiendront la consommation privée.

Une croissance plus vigoureuse et plus inclusive nécessitera de soutenir la dynamique des réformes structurelles. Aujourd'hui encore, il est indispensable de réduire la segmentation du marché du travail entre stabilité d'un côté, et précarité de l'autre, d'intégrer la récente vague d'immigrés, de simplifier la délivrance des autorisations et la réglementation, et de renforcer la concurrence dans les industries de réseau. Le gouvernement s'est fixé un programme en faveur de la promotion de l'investissement des entreprises, qu'il convient de saluer : ce programme passe essentiellement par des modifications administratives

devant faciliter l'attribution de licences et les procédures applicables aux grands projets, une application du droit de la faillite élargie aux petites entreprises, la reconnaissance juridique de l'accès aux fonctionnalités de signature électronique et l'assouplissement des règles d'embauche de travailleurs étrangers. Un nouvel effort de développement des structures d'accueil des jeunes enfants doperait l'emploi féminin rémunéré, qui reste faible, et permettrait de combler l'écart de salaire qui persiste entre les hommes et les femmes. Enfin, l'assouplissement de la réglementation relative aux contrats de travail à durée indéterminée, assorti d'une extension de l'assurance chômage, aiderait à lutter la segmentation du marché du travail et les inégalités.

Le redressement prévu de la croissance est entouré d'une incertitude considérable

La solidité des fondements macroéconomiques et une politique budgétaire viable devrait contribuer à soutenir la croissance, malgré l'impact négatif des troubles sociaux survenus au dernier trimestre 2019 et des circonstances extérieures défavorables. Les conditions de financement accommodantes, les cours élevés du cuivre, l'optimisme des chefs d'entreprise et la réforme fiscale prévue devraient soutenir l'investissement. Le faible niveau des taux d'intérêt réels et la hausse des salaires continueront à alimenter la consommation privée, même si la consommation des administrations publiques et les exportations resteront modestes. Toutefois, ces projections sont soumises à une incertitude considérable en raison des troubles sociaux actuels, aux causes desquels il faut s'attaquer pour améliorer le bien-être des ménages et renforcer la confiance des entreprises. L'incapacité à mettre en œuvre les réformes sociales ambitieuses qui sont nécessaires ou un retard en la matière se traduiraient par une croissance plus faible que prévu actuellement. L'environnement extérieur en demi-teinte, imputable aux tensions commerciales et à des facteurs d'instabilité régionale, constitue encore un risque à la baisse par rapport aux prévisions. En revanche, le déploiement plein et entier de l'ambitieux programme de réformes structurelles prévu pourrait doper l'investissement plus que prévu.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/9b89401b-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Chili », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2019 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/26d4d626-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.